

Ségolène Royal veut « rouvrir le débat » sur l'EPR

vendredi 23 février 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2007).

Reuters - 22.02.07

PARIS (Reuters) - Si elle accède à l'Elysée au printemps prochain, Ségolène Royal organisera un débat public sur la construction d'un réacteur nucléaire de troisième génération à Flamanville dans la Manche, a déclaré le conseiller de la candidate socialiste à la présidentielle Bruno Rebelle.

"M^{me} Royal a confirmé qu'elle souhaitait rouvrir le débat sur cette construction de l'EPR (...) Une décision a été prise (mais) pas dans la transparence" par le gouvernement, a expliqué l'ancien directeur de Greenpeace sur la chaîne de télévision Public Sénat.

"Avant même la fin du débat sur la loi sur l'énergie, on a appris que l'EPR se ferait, avant même l'enquête publique", a-t-il déploré au lendemain de la mini-tournée de Ségolène Royal en Basse-Normandie où elle a été interpellée à plusieurs reprises par des militants anti-nucléaire.

"Il faut remettre de la démocratie dans ces processus. A l'issue de ce débat, il y aura une décision claire nette et précise sur la poursuite de la construction du réacteur" EPR, a ajouté Bruno Rebelle.

Dans un communiqué, Greenpeace France juge « prometteur » l'engagement de la candidate en faveur d'un "moratoire s'il permet effectivement la remise à plat de la politique énergétique française sur des critères objectifs« . »La question du risque lié au réacteur EPR est un élément de plus qui doit amener tout candidat (à la présidentielle) à s'engager pour l'abandon de ce projet", souligne Frédéric Marillier, chargé de la campagne nucléaire au sein de l'organisation écologiste.

Début février, le réseau Sortir du nucléaire a interpellé les candidats à l'Elysée pour qu'ils fassent connaître leur position sur le nucléaire, précisant que le réseau appellerait à ne pas voter pour ceux qui "ne se prononceront pas au moins pour l'annulation de l'EPR".

L'EPR « mérite de ne pas être traité en catimini », a estimé Ségolène Royal mercredi soir, en marge d'une réunion publique dans le Calvados où des manifestants avaient déployé des anderoles hostiles à l'EPR avant d'être délogés.

Dans le cadre de sa politique énergétique, celle qui se présente comme la présidente de « l'excellence environnementale » et milite pour qu'un "euro dépensé soit un euro utile« entend réaliser des »investissements judicieux, utiles aux intérêts de la France mais (il faut) que leur impact soit affiché de façon transparente".

Dans son « pacte présidentiel », Ségolène Royal ne se prononce ni sur le réacteur de nouvelle génération, dont les décrets de construction n'ont pas encore été pris, ni sur la future part du nucléaire dans la consommation d'électricité en France.

Elle a en revanche affiché à de maintes reprises son intention de "soutenir massivement" les énergies renouvelables afin qu'elles représentent 20% de la consommation en 2020, une part qu'elle espère porter "le plus rapidement possible" à 50%.

Mercredi, le parcours de sa journée-marathon à travers trois départements a été ponctué d'interventions hostiles à l'EPR, des militants lui demandant de clarifier sa position après les propos de son porte-parole, Arnaud Montebourg, selon qui la candidate se dirigeait vers une confirmation de l'EPR.

« Je souhaiterais échanger avec la candidate sur l'EPR », a crié un militant à peine le discours de Ségolène Royal terminé dans la salle municipale de Changé (Mayenne).

Bruno Rebelle a rencontré dans la foulée les représentants du réseau Sortir du nucléaire et du collectif « La Mayenne survoltée », opposée à la construction de lignes à très haute tension dans le département.

"Les interlocuteurs ont tendance à réduire le débat sur les questions énergétiques au nucléaire", a-t-il expliqué jeudi sur Public Sénat. « Or le nucléaire ce n'est que 18% de notre énergie en France. Quand on parle de lutter contre l'effet de serre par exemple, c'est surtout dans les secteurs de l'habitat et des transports qu'il faut travailler".

Ségolène Royal veut rouvrir le débat sur l'EPR, selon Bruno Rebelle

AP | 22.02.2007 |

Ségolène Royal souhaite rouvrir le débat sur la construction du réacteur nucléaire EPR, qui est prévue à Flamanville (Manche), a confirmé jeudi son conseiller environnement Bruno Rebelle.

La candidate socialiste "a confirmé qu'elle souhaitait rouvrir le débat sur cette construction de l'EPR" afin de mener un «débat transparent", a déclaré Bruno Rebelle sur Public-Sénat. "A l'issue de ce débat, il y aura une décision claire, nette et précise sur la poursuite de la construction du réacteur", a-t-il ajouté.

L'ancien président de Greenpeace France, qui conseille la candidate depuis janvier, a souligné que la commission du débat public "avait fait un rapport extrêmement critique" sur l'EPR. «Un certain nombre de gens s'interrogeaient sur l'intérêt même" de cette construction.

Ce dossier « mérite quand même de ne pas être traité en catimini », avait estimé Ségolène Royal mercredi devant des journalistes, rappelant que ce

projet se chiffre à 3,5 milliards d'euros. "Il faut des investissements judicieux utiles aux intérêts de la France, mais que leur impact soit affiché de façon transparente", juge-t-elle, faisant valoir que les décrets de construction de la centrale EPR à Flamanville ne sont pas encore pris.

« Cet engagement pour un moratoire de fait est prometteur », a salué dans un communiqué l'association Greenpeace, pour qui "l'EPR est potentiellement le réacteur le plus dangereux au monde".

En déplacement en Bretagne et en Basse-Normandie mardi et mercredi, la candidate du PS avait été interpellée à plusieurs reprises par des militants anti-EPR de « Sortir du nucléaire » ou de la « Mayenne survoltée » (hostile aux lignes à haute tension). Ceux-ci ont notamment déployé des drapeaux jaunes frappés du symbole de l'atome devant les salles où se tenaient les meetings de la candidate socialiste.

Le Parlement avait donné en juin 2005 son feu vert à la construction par EDF d'ici 2012 à Flamanville (Manche) d'un prototype du réacteur à eau pressurisée (EPR) de troisième génération, afin de renouveler le parc nucléaire français vieillissant.

AP